

## Chapitre 21

### LOI N° 4 DE 2007-2008 SUR LES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (IMMOBILISATION)

(Sanctionnée le 18 septembre 2008)

Attendu qu'il appert du message de la commissaire et du budget des dépenses qui l'accompagne que le montant indiqué à l'annexe de la présente loi est nécessaire pour faire face aux dépenses en immobilisation du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, afférentes à l'exercice se terminant le 31 mars 2008,

la commissaire du Nunavut, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

#### Définitions

1. Les définitions figurant à l'article 1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* s'appliquent à la présente loi.

#### Champ d'application

2. La présente loi s'applique à l'exercice se terminant le 31 mars 2008.

#### Crédits supplémentaires

3. Est imputé au Trésor, en conformité avec la *Loi sur la gestion des finances publiques*, outre les montants autorisés par la *Loi de crédits pour 2007-2008 (immobilisation)*, la *Loi n°1 de 2007-2008 sur les crédits supplémentaires (immobilisation)*, la *Loi n°2 de 2007-2008 sur les crédits supplémentaires (immobilisation)* et la *Loi n°3 de 2007-2008 sur les crédits supplémentaires (immobilisation)*, le montant indiqué en tant que crédits supplémentaires pour le poste qui figure à l'annexe.

#### Application des crédits

4. Peut être dépensé uniquement pour faire face aux dépenses en immobilisation du gouvernement du Nunavut et à d'autres fins s'y rattachant, en conformité avec l'annexe, le montant indiqué en tant que crédits supplémentaires pour le poste qui figure à l'annexe.

#### Péremption des crédits non utilisés

5. Sous réserve des articles 36 et 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, l'autorisation que prévoit la présente loi de dépenser le montant indiqué en tant que crédits supplémentaires pour le poste qui figure à l'annexe expire le 31 mars 2008.

#### Inscription aux comptes publics

6. Les montants dépensés au titre de la présente loi doivent être inscrits aux comptes publics, en conformité avec les articles 72 et 73 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

#### Entrée en vigueur

7. La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007.

ANNEXE

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES AFFECTÉS À L'EXERCICE  
SE TERMINANT LE 31 MARS 2008

**CRÉDIT N° 2 : IMMOBILISATION**

<u>POSTE</u> <u>N°</u>	<u>OBJET</u>	<u>MONTANT</u>
1.	Développement économique et Transports	3 837 000
	<b>IMMOBILISATION : TOTAL</b>	<b><u>3 837 000 \$</u></b>
	<b>CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES : TOTAL</b>	<b><u>3 837 000 \$</u></b>